Procès-verbal du Conseil Municipal du 15 mai 2025

Approbation du procès-verbal de séance du Conseil Municipal du 25 mars 2025.

L'an deux mille vingt-cinq, le 15 mai

Le Conseil Municipal de la Commune de LE GRAND-LEMPS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Géraldine BARDIN-RABATEL, Maire

Date de la convocation du Conseil Municipal : 9 mai 2025

PRÉSENTS : 14

MMRS Géraldine BARDIN-RABATEL, Cécile BARON, Roger BAYOT, Annie BERT, Agnès BOULLY-FELIX, Sébastien BRUCHET, Alain COLLET, Alain DEROUBAIX, Sophie GAILLET, Christophe GUETAZ, Lydie MONNET, Christophe PEZET, Anne-Cécile SCHNEIDER, André UGNON

ABSENTS : 3

David FAURITE
Jeanne FELIX
Gaëlle ROMATIF

POUVOIRS : 6

Mathieu BERNIS à Agnès BOULLY-FELIX
Raphaël BRIANCON à André UGNON
Stéphane DE MAGALHAES TEIXEIRA à Anne-Cécile SCHNEIDER
Michel FORGUE à Alain DEROUBAIX
Marie-Françoise JULLIEN à Lydie MONNET
Catherine SERVETTAZ à Sébastien BRUCHET

NOMBRE DE VOTANTS : 20

Secrétaire de séance : Anne-Cécile SCHNEIDER

Ouverture de la séance à 19 heures 30

1. Extension du périmètre de protection de la Réserve Naturelle Nationale de la Tourbière

Présentation du projet d'extension du périmètre de protection de la Réserve Naturelle Nationale du Grand-Lemps par Fabien POIRIE, chargé de mission biodiversité à la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes et Madame Crine PAGLIARI-THIBERT, Chef du pôle du Milieu et des Espèces.

Le débat est ouvert par Madame le Maire qui annonce qu'elle votera contre ce projet. Plusieurs arguments sont avancés pour conforter cette position :

- *La concertation a été insuffisante,*
- *Le document présenté lors de ce conseil municipal a été modifié suite à des remarques faites lors de la réunion organisée, sous son égide le mercredi 07 mai en mairie, mais sans en avoir informé les principaux intéressés.*

- Les exploitants agricoles et forestiers invités à ce temps d'échanges entre eux et les représentants de l'état ont fait part de manque de confiance dans ce projet,
- Par courrier du 19 mars 2025, Monsieur le Sous-Préfet, sollicite l'avis obligatoire des communes avant l'enquête publique.

Monsieur POIRIE explique que la concertation dure depuis deux ans et demi. Tous les exploitants agricoles, forestiers et leurs représentants ont été contactés. Plusieurs réunions ont été faites en sous-préfecture. Il rappelle que cette délibération permet de mettre en œuvre l'enquête publique. Elle permettra à tous les habitants des communes concernées de s'exprimer sur ce projet.

Plusieurs questions sont débattues avec élus :

- Comment se sont déroulées les concertations, avec qui ?
- Est-ce que tous les exploitants agricoles ou forestiers ont été contactés ?
- Comment la question des risques de superposition des contraintes et/ou normes a-t-elle été présentée et expliquée ?
- Est-ce que les forestiers seront accompagnés ? ils subissent les plus fortes contraintes liées à cette extension ;

Plusieurs élus font part de leurs échanges avec les personnes concernées. Les exploitants agricoles et forestiers font part du manque d'écoute lors de leurs interventions en réunion. Ils ont le sentiment de ne pas être entendus. Plusieurs affirment n'avoir jamais été reçus.

Monsieur POIRIE reste sur les explications données lors de la présentation et le nombre de rencontres et/ou réunions. Il affirme connaître, pour les avoir rencontrés, toutes les personnes présentes lors de la réunion du 07 mai 2025.

Il donne en exemple la commune de Châbons qui a émis une délibération sous réserve, en précisant que l'arrêté qui sera rédigé, après l'enquête publique, devra prendre en compte les attentes exprimées lors du vote de cet acte. Il affirme qu'il est possible de délibérer en ce sens.

Madame le Maire rappelle que le courrier du sous-préfet n'évoque pas cette possibilité. Un échange de mail entre le sous-préfet et elle reste sur les modalités :

- Vote d'une délibération avant enquête publique
- Rédaction de l'arrêté d'extension de la zone de protection naturelle sans possibilité de nouvelle délibération des communes concernées.

Monsieur POIRIE présente ses excuses. Il affirme, qu'après vérification des textes, cette possibilité est bien prévue. Il réitère ses arguments sur l'importance de donner un avis favorable ou sous réserve afin d'ouvrir l'enquête publique.

Madame le Maire constate qu'aucun écrit n'est venu conforter la possibilité d'émettre une délibération « sous réserve que les avis des exploitants agricoles, forestiers et des élus soient pris en compte dans la rédaction de l'arrêté fixant les limites de la zone d'extension de la zone naturelle ».

Madame le Maire expose : « je vais voter contre mais pas contre le projet mais contre la forme »

Vu la présentation en conseil municipal du 28 septembre 2023 de Monsieur Grégory MAILLET, conservateur au Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN), de l'étude de faisabilité pour la modification du périmètre de protection préfectoral de la réserve naturelle nationale de la Tourbière du Grand-Lemps.

Vu le courrier de Monsieur le Sous-Préfet du 19 mars 2025,

Considérant que l'extension du périmètre de protection de la Réserve Naturelle Nationale (RNN) du Grand-Lemps est inscrite à la feuille de route de la stratégie nationale de l'Etat pour les aires protégées, adoptée le 11 janvier 2011,

Considérant qu'elle a fait l'objet d'études depuis 2021 afin de préciser le périmètre et le règlement afférents,

Considérant la réunion organisée par Madame le Maire le mercredi 07 mai 2025 en présence Monsieur le Sous-Préfet, des exploitants agricoles et forestiers ainsi que des représentants de la DREAL et DDT,

Le rapporteur propose au conseil municipal de valider l'extension du périmètre de protection de la Réserve Naturelle Nationale de la Tourbière.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, s'oppose à l'extension du périmètre de protection de la Réserve Naturelle Nationale de la Tourbière (à la majorité de 13 voix contre l'extension, 6 voix pour et une abstention).

2. Etablissement de la liste du Jury d'Assises pour l'année 2026

Vu la Loi n°78-788 du 28 juillet 1978 portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises et notamment son article 16 modifiant les articles 260 et suivants du code de procédure pénale ;

Vu la loi n° 2004-204 du 09 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évaluations de la criminalité et ayant modifié en particulier l'article 260 du Code de procédure pénale susvisé ;

Vu le décret n°242024-1276 du 31 décembre 2024 authentifiant les populations légales en vigueur à compter du 1er janvier 2025 ;

Considérant que le nombre de jurés figurant sur la liste annuelle doit comprendre 1 juré pour 1300 habitants, sans que le nombre des jurés ne puisse être inférieur à 200, et que ces derniers doivent être répartis par commune ou communes regroupées, proportionnellement au tableau officiel de la commune ;

Il convient de désigner par tirage au sort une liste préparatoire des jurés d'assises pour l'année 2026, à partir de la liste électorale. Le nombre de jurés doit être 3 fois supérieur au nombre de jurés fixé par l'arrêté préfectoral n°38-2025-04-14-00007, soit : 6.

Ne peuvent être retenues sur cette liste préparatoire les personnes qui n'auront pas atteint l'âge de 23 ans au cours de l'année 2026.

Après tirage au sort, sont désignés :

-

3. Fixation du nombre et répartition des sièges au conseil communautaire de la Communauté de communes Bièvre Est

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L5211-1, L5211-6-1 et L5214-16 ;

La composition du conseil communautaire est fixée selon les modalités prévues par l'article L5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Selon cet article, pour la communauté de communes de Bièvre Est, le nombre de siège est de 30 et réparti à la proportionnelle à la plus forte moyenne. Les communes n'ayant obtenu aucun siège se verront automatiquement octroyer un siège de droit. La répartition hors accord local implique donc un conseil communautaire de 34 membres.

Cependant, des modalités dérogatoires permettant l'octroi de sièges supplémentaires sont ouvertes par l'article L5211-6-1 du CGCT.

En effet, les collectivités peuvent conclure un accord local. Celui-ci doit être adopté, avant le 31 août 2025, par les 2/3 des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population locale ou par la moitié des conseils municipaux représentant plus des 2/3 de la population.

Cet accord local doit respecter les conditions suivantes :

- Le nombre de sièges maximum ne peut dépasser 25 % du nombres de sièges qui auraient été obtenus hors accord local (arrondi à l'entier inférieur) : soit 42 pour Bièvre Est ;
- Les sièges sont répartis en fonction de la population municipale de chaque commune en vigueur (respect de l'ordre démographique) ;
- Chaque commune dispose d'au moins un siège ;
- Aucune commune ne peut disposer de plus de la moitié des sièges ;
- La part des sièges attribués dans chaque commune ne peut s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la communauté (sauf le 1^{er} siège pour les communes n'en ayant pas).

Actuellement, le conseil communautaire est composé de 42 membres suite à l'accord local intervenu en 2019.

Pour le prochain mandat, les communes doivent se prononcer sur la répartition des sièges à l'issue des prochaines élections municipales. Il est proposé de maintenir la répartition actuelle soit 42 sièges.

Il est proposé au conseil municipal :

- de fixer à 42 le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté de communes de Bièvre Est et de les fixer comme suit :

Communes	Population	Nombre de sièges
Apprieu	3 602	6
Beaucroissant	1 843	3
Bévenais	1 042	2
Bizonnes	1 028	2
Burcin	439	1
Châbons	2 152	4
Colombe	1 803	3
Eydoche	541	1

Flachères	568	1
Izeaux	2 138	4
Le Grand-Lemps	3 093	6
Oyeu	1 092	2
Renage	3 361	6
Saint-Didier-de-Bizonnes	330	1

- d'autoriser Madame le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- fixe à 42 le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté de communes de Bièvre Est et de les répartir conformément au tableau ci-dessus ;
- autorise Madame le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération

La séance est interrompue à 21 heures 35, pour que le dossier de demande de subvention du Comité des Fêtes soit examiné en séance et confirmer si des élus font partis des membres du CA de cette association.

A 21 heures 45, la séance reprend sans avoir trouvé le dossier. La demande de subvention du Comité des Fêtes sera revue lors d'une prochaine séance du conseil municipal.

4. Attribution de subventions aux associations

Vu L'article L 2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération N° 16/2025-03A en date du 25 mars 2025 portant adoption du budget primitif communal 2025 ;

Vu l'avis de la commission Vie Associative du 07 mai 2025 ;

Chaque année les associations sportives, culturelles et sociales sollicitent l'aide de la commune sous la forme de mise à disposition d'équipement, de matériel, d'assistance logistique mais également des aides au financement de leurs activités et des prestations qu'elles offrent aux usagers.

Le rapporteur propose au conseil municipal le versement des subventions aux associations conformément aux tableaux ci-dessous.

ASSOCIATIONS NON SPORTIVES	MONTANT 2025
AMBIANCE AMITIE	385 €
ACCA	100 €
AMICALE DES SAPEURS POMPIERS	550 €
COCO ET CO	660 €
COMITE DE JUMELAGE	550 €
FESTI'LEMPS	187 €

LEMPSICHOEUR	510 €
LES AMIS DE LA FEE VERTE	468 €
MUSIQUE DES TERRES FROIDES	842 €
SOU DES ECOLES	1 100 €
ASSOCIATION DES PARENTS ECOLE LIBRE LES TILLEULS	600 €
COMITE DU PERSONNEL	1 500 €
TOTAL	7 452 €

ASSOCIATIONS SPORTIVES	MONTANT 2025
ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE	300 €
AIR LES LYNX	2 338 €
CYCLO LOISIRS DE LA BIEVRE	281 €
VIRJULES TEMPO	140 €
TERRES FROIDES BASKET	2 712 €
FC LEMPSIQUOIS VETERANS	150 €
LCA FOOT 38	1 730 €
HAND BIEVRE TERRES FROIDES	2 151 €
TENNIS DE TABLE	655€
JEUNES SAPEURS POMPIERS	770 €
CLUB DE TAEKWONDO DE SILLANS	750 €
TENNIS CLUB	842 €
ISERE LACROSSE	300 €
SOUS TOTAL	13 119 €

TOTAL	20 571 €
--------------	-----------------

Le rapporteur propose au conseil municipal :

- d'attribuer les subventions communales aux associations précitées conformément au tableau ci-dessus ;
- d'autoriser Madame le Maire à procéder au versement de ces subventions. Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2025.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **attribue les subventions communales aux associations précitées conformément au tableau ci-dessus ;**
- **autorise Madame le Maire à procéder au versement de ces subventions. Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2025.**

5. Attribution de subventions exceptionnelles aux associations

Vu le budget primitif 2025 ;

Vu la commission Vie Associative du 07 mai 2025 ;

Considérant la nécessité de verser à des associations des subventions exceptionnelles ;

Considérant que ces associations doivent bénéficier de cette recette pour pouvoir organiser leurs festivités dans les meilleures conditions ;

Le rapporteur propose :

Subventions exceptionnelles :

FNACA A l'occasion du 80 ^e anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale	3 500 €
--	----------------

Le rapporteur propose au conseil municipal :

- d'attribuer la subvention exceptionnelle détaillée ci-dessus.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **attribue la subvention exceptionnelle détaillée ci-dessus.**

Monsieur BRUCHET a posé plusieurs questions écrites :

1. Concernant le local Rosemonde :

Le local commercial dit "Rosemonde" est actuellement disponible. Avez-vous des informations sur l'avancement du processus de sélection d'un futur occupant ? Par ailleurs, savez-vous si Pluralis consulte ou sollicite l'avis de la commune dans ce cadre ?

Pluralis a l'obligation de demander l'avis de la mairie pour toute attribution de ce local commercial. Cette disposition est inscrite au bail emphytéotique qui lie le bailleur social et la mairie.

2. Concernant les demandes d'occupation de locaux commerciaux :

Pourriez-vous nous indiquer quel est le délai moyen de réponse à une demande d'occupation ? Ce qui nous interpelle, ce n'est pas tant le fait qu'une demande puisse être acceptée ou refusée, mais plutôt l'absence de réponse apportée à certains commerçants.

Deux baux commerciaux sont en cours : 1 pour la boucherie de Monsieur BAL et un avec Pluralis.

Question sur la publication des procès-verbaux :

Pourriez-vous nous indiquer pourquoi les procès-verbaux des conseils municipaux ne sont pas publiés sur le site internet de la commune, ou s'ils le sont, où peut-on les consulter ?

Le site internet est à jour. Il faut sélectionner l'onglet « Vie municipale » puis, « Documents de séances » et descendre sous l'onglet « Ordre du jour » vous trouverez l'onglet « Documents de séances avec un classement par date et conseils municipaux depuis 2020.